

Québec, le 3 mars 2020

Monsieur Simon Jolin-Barrette
Leader parlementaire du gouvernement
Cabinet du leader parlementaire du gouvernement
Édifice Pamphile-Le-May
1^{er} étage, bureau 1.39
1035, rue des Parlementaires
Québec (Québec) G1A 1A4

Cher collègue,

Le 5 février dernier, la députée de Mercier déposait une pétition adressée à l'Assemblée nationale demandant au gouvernement du Québec d'agir pour que la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») retire tout financement actuel et futurs crédits accordés au projet Hidroituango, en Colombie, et à tout autre projet susceptible de violer les droits humains.

Par la présente, je voudrais donner suite au dépôt par la députée de Mercier d'un extrait d'une pétition concernant l'investissement de la Caisse auprès de la Société d'État Empresas Públicas de Medellín (EPM) dans le cadre du projet Hidroituango.

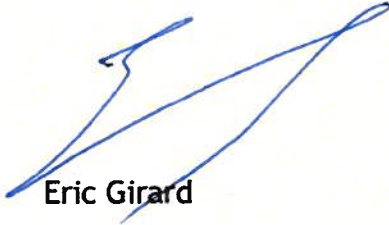
Dans le cadre de cet investissement, la Caisse fait partie d'un syndicat financier dirigé par la Banque interaméricaine de développement (BID), une banque multilatérale de développement en activité depuis 1959 dont le Canada est membre. Elle constitue la principale source de financement, de dons et de coopérations techniques, dans quelque 50 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Par ailleurs, la BID est reconnue pour son application des plus hauts standards mondiaux en ce qui concerne l'analyse des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) des dossiers qu'elle finance.

... 2

En 2018, un syndicat financier mené par la BID et dont fait partie la Caisse a effectué un prêt à Empresas Públicas de Medellín (EPM) pour la finalisation du barrage hydroélectrique Hidroituango. Au moment de l'investissement, la construction de ce barrage, commencée en 2011, était déjà complétée à 80 %.

Concernant les différentes questions ESG relatives au projet, la Caisse a confirmé à plusieurs reprises prendre celles-ci avec le plus grand sérieux et user de processus rigoureux pour en faire l'évaluation. Vous pourrez sans doute poser toutes les questions que vous jugerez pertinentes aux représentants de la Caisse lors de la période prévue à l'étude des crédits budgétaires dans les prochaines semaines.

Veuillez agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Eric Girard